Manifestation lycéenne pour le climat, le 15 février, à Paris. La prise de conscience s'accélère: le 14 mars, quatre ONG ont déposé plainte contre l'Etat pour inaction climatique.
Photo Martin Colombet

RÉCIT

La fin du monde justifie-t-elle les moyens ?

Par Aurore Coulaud et Margaux Lacroux — 2 avril 2019 à 20:56

Sensibiliser les citoyens ? La méthode ne suffit plus et des voix émergent pour réclamer aux politiques des mesures contraignantes face au changement climatique. Et si ce que les sceptiques dénoncent comme l'ébauche d'une «dictature verte» était la seule réponse efficace face à une urgence climatique qui met en péril l'humanité ?

L'actu Libé, tous les matins.

Adresse e-mail

S'inscrire

Voilà un argument de plus pour ceux qui boycottent l'avion : la compagnie aérienne à bas coût Ryanair vient de faire son entrée dans le top 10 des pires émetteurs de CO_2 en Europe pour l'année 2018. Un classement jusqu'ici réservé aux seules entreprises

émissions de CO2 mondiales. Le nombre de voyageurs aériens devrait quant à lui doubler d'ici 2037. Désormais, le *«flygskam»*, la honte de prendre l'avion, comme la désignent les Suédois, gagne les esprits.

À LIRE AUSSI
Accepter que la liberté s'arrête là où commence la planète

«Les réunions internationales s'enchaînent, les experts s'affolent, les peuples prennent conscience de l'enjeu et chaque jour nous précipite un peu plus vers le scénario du non-retour. […] Le climat se réchauffe, entraînant les catastrophes que l'on sait et celles, plus grandes encore, de demain. C'est pourquoi nous décidons aujourd'hui de faire un choix : nous ne prendrons plus l'avion», interpellait une tribune publiée sur le site de *Libération* en février et largement relayée depuis.

Que faire ? Quand certains décident d'abandonner ce moyen de transport, d'autres demandent aux Etats de prendre des mesures. Taxation du kérosène et des billets, interdiction des vols intérieurs, quotas sur les long-courriers… Faut-il désormais imposer plutôt que responsabiliser ? L'idée fait son chemin chez les jeunes qui manifestent lors des marches pour le climat, parmi les scientifiques et au sein même du mouvement des gilets jaunes.

Même en Europe, les Pays-Bas et la Belgique poussent leurs voisins à instaurer une taxe européenne sur les transports aériens. Une mesure visant à frapper directement le portefeuille des usagers pour les dissuader de prendre trop souvent les airs. Autant dire, la mise en pratique du principe «pollueur-payeur». Les parlementaires néerlandais se sont ainsi prononcés début mars pour la suppression des vols Amsterdam-Bruxelles, 55 minutes montre en main. Une *«absurdité environnementale»* selon eux, alors qu'un TGV met 1 h 30.

«Nous avons pris de telles habitudes…»

automobiles, sanctionner les attaques à la biodiversité ou encore augmenter les prix des produits au bilan carbone élevé… Rien à voir avec l'idée de *«dictature verte», «un concept inventé par les climatologues sceptiques qui ne veulent surtout pas qu'on envisage de toucher à leur petit confort»,* tance François-Marie Bréon, chercheur en climatologie. *«On a plein de contraintes admises dans notre vie : on ne peut pas construire ce qu'on veut dans son jardin, on accepte d'aller à l'école, de payer des impôts. Mais on n'aurait pas à être responsables de nos impacts sur le climat ?»* s'interrogeait Mathilde Szuba, maître de conférences à Sciences-Po Lille, lors d'un débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), et citée sur un blog du magazine *Alternatives économiques*.

Toutes ces normes sont aujourd'hui acceptées car entrées dans les mœurs. *«Nous avons pris de telles habitudes de consommation que les gens assimilent cela à de la liberté individuelle. Or, quand nous connaissons les enjeux, nous acceptons de changer»,* souligne Catherine Jeandel, océanographe au CNRS, pour qui la perception de chacun joue un rôle essentiel. Elle multiplie les conférences pour sensibiliser le grand public au dérèglement climatique. *«Il y a une prise de conscience mais on doit pousser nos dirigeants politiques à oser, à condition d'expliquer»,* plaide-t-elle. C'est aussi ce que préconise l'ancienne ministre de l'Ecologie Delphine Batho, qui insiste sur la notion de cohérence. *«Vous ne pouvez pas autoriser Total à importer de l'huile de palme qui contribue à la déforestation et imposer parallèlement une taxe carbone.»*

Au Costa Rica, le président Carlos Alvarado a décrété le plan climat le plus ambitieux au monde sans susciter une levée de boucliers de la population. Régulièrement noyée sous le smog, la Chine a lancé une vaste transition énergétique, quitte à subir un ralentissement temporaire de la croissance et à brusquer une partie de sa population en délocalisant ses industries polluantes. En Suède, il existe une taxe carbone, bien acceptée, contrairement

personnes à revenus modestes», répond le physicien et économiste Claude Henry, qui cite aussi l'exemple de l'Allemagne, *«attentive aux tissus de transports de proximité* [notamment en restaurant les petites lignes de trains, ndlr].»

Des règles pour le *«bien général»,* selon le chercheur François-Marie Bréon, qui sont en accord, en France, avec les principes de la charte de l'environnement de 2004 consacrant notamment le droit de chacun de *«vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé»* (article 1).

«De la casse, il y en aura»

C'est dans ce contexte que, le 14 mars, quatre ONG (la Fondation Nicolas Hulot, Greenpeace France, Notre Affaire à tous et Oxfam France) ont déposé un recours contre l'Etat pour inaction climatique. Pourtant, ni chez les ONG ni même chez les écolos, on ne se risque à promouvoir des mesures coercitives, jugées trop impopulaires. *«On est trop attachés à la liberté de chacun,* répond Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace. *Contraignons d'abord les entreprises !»*

Pour le physicien Claude Henry, il faut organiser politiquement la *«faillite»* des pans de l'économie les plus néfastes à l'environnement. *«De la casse, il y en aura de toute manière. La transition devient de plus en plus difficile au fur et à mesure qu'on se rapproche de l'échéance. Si on ne se prépare pas vraiment, des secteurs sombreront dans des conditions plus difficiles que si on les avait amenés à une transformation.»* Ce qui revient à mettre en cause le système capitaliste. *«La croissance ne peut pas être bonne et verte»,* estime Alma Dufour, de l'association les Amis de la Terre. *«Il faut prôner une forme de décroissance»,* enfonce le chercheur François-Marie Bréon. Reste à savoir où placer le curseur. Taxes, quotas, amendes… Quelles solutions seraient les plus justes, les plus acceptables ? Quel équilibre trouver entre la contrainte et

préconise l'ancien ministre de l'Environnement Yves Cochet ? *«Ça n'est pas parce qu'on dit qu'il faut prendre des mesures radicales qu'il faut faire n'importe quoi,* balaie Claude Henry, qui craint un flicage accru. *Il y a le risque de dégoûter les citoyens de participer à une discipline collective.»*

Aurore Coulaud , Margaux Lacroux

CONTENUS SPONSORISÉS

Smartfeed

Est-ce que les Hybrides gardent...

TOYOTA

Avec Alfa Romeo Giulietta...

@ALFA_ROMEO_AUTO

Quelles aides pour rénover...

WWW.FAIRE.FR

À LIRE SUR LIBÉRATION

Les femmes noires comme incarnation...

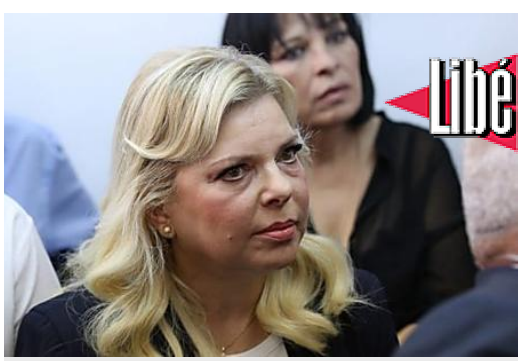
Dilem : «Qu'on se débarrasse enfin de...

CONTENU SPONSORISÉ

Voici 13 aliments dits diététiques...

NEO NUTRITION

À LIRE SUR LIBÉRATION



Les dispendieux frais de bouche de Sara...

Fin de règne sous les huées pour le roi...

APRÈS CET ARTICLE

INTERVIEW

Biens mal acquis : «Des flux financiers énormes échappent encore à la détection»